



Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :



En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

PROPOSITION



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

PROPOSITION



D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

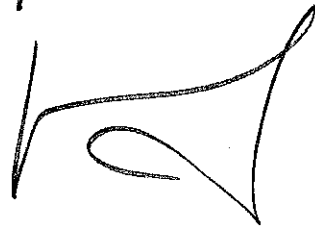
Nom : SOMMARUGA

Date : 30/05/2017

Prénom : JULIE

Signature :

Département : 92



15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017

Réponses de Julie Sommaruga

députée des Hauts-de-Seine et candidate aux élections législatives

Thème 1 : Partager justement les richesses pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités

1. Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale

Mes propositions :

- Liste crédible des paradis fiscaux + Sanctions commerciales contre les paradis fiscaux.
- Taxe sur les bénéfices détournés par les multinationales.
- Intensifier le reporting public.
- Faire sauter le verrou de Bercy.
- Renforcer les moyens de l'administration fiscale et ceux de la justice.
- Organiser une COP sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

2. Pour la justice fiscale en France

Mes propositions :

- CICE réservé aux entreprises qui investissent dans la recherche ou qui réduisent le temps de travail.
- Baisser l'impôt sur les sociétés pour celles qui investissent.
- Supprimer les niches fiscales anti-écologiques.

3. Financer la solidarité internationale

Ma proposition : Augmenter notre aide au développement pour atteindre 0,7 % de notre Produit National Brut (PNB) en 2022.

4. Réguler la finance

Mes propositions :

- Approfondir la séparation bancaire.
- Taxer les superprofits bancaires.

5. Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté et des inégalités

Ma proposition : Rattacher l'AFD pleinement au Quai d'Orsay pour éviter la multiplication des tutelles.

Thème 2 : Promouvoir la justice climatique et la souveraineté alimentaire

6. Pour la sortie des énergies fossiles et une vraie transition énergétique

Mes propositions :

- Sortie des énergies carbonées + arrêt du nucléaire + développement des énergies renouvelables.
- Réduire nos consommations énergétiques (isolation des bâtiments publics).
- Plan de 100 milliards d'€ pour la transition énergétique et la rénovation thermique des bâtiments publics.

7. Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants

Mes propositions :

- Interdire les agrocarburants de « 1^{ère} génération ».
- Baisser les consommations de carburants.

8. Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques

Mes propositions :

- Augmenter l'aide publique au développement de la France.
- Porter les subventions bilatérales à 1 milliard d'€ par an dès 2020 avec pour priorités : la santé, l'éducation et la lutte contre le dérèglement climatique.

9. Pour la garantie à la sécurité alimentaire face aux changements climatiques.

Mes propositions :

- Accompagner la transition agricole vers un modèle respectueux de l'environnement et des paysans.
- Faire respecter les principes du Préambule de l'Accord de Paris, entre autres, en les intégrant à la CCNUCC.
- Cesser le développement des techniques visant à séquestrer le gaz à effet de serre.
- Toutes les politiques publiques de lutte contre le dérèglement climatique doivent se faire en prenant en compte la population locale.

10. Soutenir l'agro-écologie paysanne

Mes propositions :

- Allouer 50% des fonds de la PAC au bio
- Mise en place d'un conservatoire des terres agricoles.

Thème 3 : Faire respecter les droits humains en France comme dans les pays du Sud

11. Un devoir de solidarité à l'égard des migrant-es.

Mes propositions :

- Plus juste répartition des réfugiés entre les pays européens dès leur entrée sur le sol européen.
- Mettre en place des visas humanitaires.
- Augmenter les aides aux pays impactés directement (Liban, Jordanie, Tunisie), à travers le HCR et les ONG de solidarité.

12. Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires.

Ma proposition : Soulever à l'échelle européenne la question de la légalité de certains de nos accords avec les pays d'origine et de transit (Turquie).

13. Mettre fin aux abus des multinationales.

Mes propositions :

- Intransigeance dans nos négociations commerciales sur l'impact des traités sur les droits humains.
- Améliorer et créer de nouvelles mesures dans la législation pour mieux protéger les victimes face aux grandes sociétés qui ne respectent pas les droits humains et l'environnement.

14. Des conditions de travail et un salaire minimum vital pour tou-tes.

Mes propositions :

- Donner davantage de pouvoirs à l'OIT.
- Faire ratifier toutes les conventions internationales sur les droits au travail par l'ensemble des pays.

15. Garantir le respect des droits des femmes

Mes propositions :

Au plan national et international :

- Un travail pédagogique sur les rapports sociaux de domination liés au sexe
- Diffusion de la liste des entreprises ne respectant pas l'égalité salariale Femmes-Hommes.
- Politique ambitieuse d'éducation à l'égalité Femmes-Hommes.
- Rendre obligatoire l'égalité salariale Femmes-Hommes.

Au plan international :

- Dans la politique de développement et de solidarité internationale de la France, renforcer l'application des droits des femmes (violence, sexisme au travail, discrimination, place dans la vie sociale, etc.)
- Objectif : au moins 50 % de l'aide publique au développement à des projets réduisant les inégalités femmes-hommes.